



United Nations

**CENTRAL
EMERGENCY
RESPONSE FUND**



A SOUND HUMANITARIAN INVESTMENT

RAPPORT ANNUEL 2012 DU COORDINATEUR RÉSIDENT/HUMANITAIRE SUR L'UTILISATION DES SUBVENTIONS DU CERF BURUNDI

COORDINATEUR RÉSIDENT/HUMANITAIRE

Mme Rosine Sori-Coulibaly

1ER PARTIE: VUE D'ENSEMBLE DU PAYS

I. RESUME DU FINANCEMENT POUR 2012

TABLE 1: RESUME DES SUBVENTIONS (US\$)		
Répartition des financements reçus pour la réponse humanitaire par sources	CERF	1,986,269
	FONDS HUMANITAIRE COMMUN/ FONDS POUR LES INTERVENTIONS D'URGENCE (le cas échéant)	0
	AUTRES (Bilatéral/Multilatéral)	10,743,297
	TOTAL	12,729,566
Répartitions des subventions CERF reçues par catégories et urgences	Urgences Sous-Financées	
	<i>Premier Cycle</i>	0
	<i>Deuxième Cycle</i>	0
	Réponse Rapide	
	Insécurité alimentaire	1,986,269

II. RESUME DU PROCESSUS ET DE LA CONSULTATION

- a. Merci de confirmer que le rapport CERF du CR/CH a été discuté avec l'équipe humanitaire et/ou l'équipe de pays des Nations-Unies et avec les coordonnateurs sectoriels comme mentionné dans les directives.

OUI NON

- b. Le rapport final CERF du CR/CH a-t-il été partagé, pour examen aux intervenants dans le pays (c-à-d les agences bénéficiaires du CERF, les coordonnateurs et membres des secteurs/groupes sectoriels et les institutions gouvernementales compétentes), comme recommandé dans les directives?

OUI NON

Ce rapport a été envoyé aux partenaires impliqués [voir la liste ci-dessous] pour lecture en guise de la préparation de la réunion de validation du rapport qui a eu lieu le 4 mars 2013. Lors de cette réunion, certains partenaires d'exécution et les institutions gouvernementales ont apporté leurs derniers commentaires et le rapport a été ainsi validé.

2EME PARTIE: LA REPONSE D'URGENCE CERF – INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE (RÉPONSE RAPIDE 2012)

I. LE CONTEXTE HUMANITAIRE

TABLE 1: VUE D'ENSEMBLE DES SUBVENTIONS D'URGENCES (US\$)		
<i>Montant total nécessaire à la réponse humanitaire: 12,729,566</i>		
Répartition des financements totaux reçus pour la réponse humanitaire par sources	Source	Montant
	CERF	1,986,269
	AUTRES (Bilatéral/Multilatéral)	10,743,297
	TOTAL	12,729,566

TABLE 2: CERF SUBVENTIONS D'URGENCE PAR ALLOCATION ET PROJET (US\$)			
Allocation 1 – Date de la Soumission Officielle: 4 mai 2012			
Agence	Code du Projet	Groupe Sectoriel/Secteur	Montant
UNICEF	12-CEF-058	Santé-Nutrition	535,429
FAO	12-FAO-024	Agriculture	662,531
WFP	12-WFP-039	Alimentation	788,309
Sous-total Allocation CERF			1,986,269
TOTAL			1,986,269

TABLE 3: REPARTITION DU FINANCEMENT CERF PAR MODALITES DE MISE EN OEUVRE (US\$)	
Modalité de Mise en Oeuvre	Montant
Mise en œuvre directe agences des Nations-Unies/IOM	PAM: 745,193 FAO: 636,181 UNICEF: 450,047
Fonds transférés aux ONG pour mise en œuvre	PAM/CRB: 43,116 FAO/ADIC Cankuzo et FH Burundi: 12,200 UNICEF : N/A
Fonds transférés aux partenaires gouvernementaux	WFP: N/A FAO/DPAE Rutana-DPAE Makamba: 14,150 UNICEF/PRONIANUT: 85,382
TOTAL	1,986,269

Les pluies particulièrement excessives enregistrées entre septembre et décembre 2011 avaient entraîné d'importantes pertes agricoles des saisons 2011C et 2012A par suite des inondations, érosions, envasements des marais, grêle et asphyxie des cultures. Les données fournies par l'Institut Géographique du Burundi (IGEBU) avaient indiqué que le volume pluviométrique avait été largement supérieur à la moyenne dans 9/12 décades que comptent les trois mois.

Ces aléas se superposaient à une insécurité alimentaire rampante et à d'autres problématiques agricoles préexistantes dont la persistance de la mosaïque sévère et l'attaque de la striure brune sur le manioc et le flétrissement bactérien du bananier. En conséquence, les récoltes des saisons 2011C et 2012A avaient connues d'importantes chutes qui ont sérieusement hypothéqué les mécanismes traditionnels de conservation des semences et par conséquent la dégradation des moyens de subsistance des populations particulièrement démunies.

Le rapport CFSAM¹ de janvier 2012 avait indiqué des diminutions importantes de 13% et 11% respectivement pour les saisons 2011C et 2012A par rapport aux mêmes saisons de l'année précédente. Des pertes beaucoup plus importantes de 15% ont été enregistrées sur les céréales. La faible disponibilité alimentaire du premier semestre de l'année a été amplifiée par une baisse d'importations alimentaires attendues constituée principalement de céréales. Les estimations d'importations s'élevaient à 25,000 tonnes d'équivalentes céréales pour le premier semestre de 2012 alors qu'elles étaient de 35,000 tonnes pour la même période de 2011, soit une diminution d'environ 30%. Ce même rapport indique que le déficit alimentaire global du premier semestre 2012 établi par le rapport CFSAM/2012A s'élevait à 520,970 tonnes d'équivalentes céréales correspondant à 47% des disponibilités alimentaires intérieures.

De plus, l'accès aux produits alimentaires était d'avantage affaibli par l'érosion du pouvoir d'achat dans un contexte d'incessante augmentation des prix des denrées alimentaires. Les familles pauvres sont les plus vulnérables et leurs moyens d'existence sont particulièrement menacés. Les prix étaient particulièrement élevés pour les céréales. A titre indicatif, le prix du riz était d'environ 2,500 Fbu (mars 2012 contre 1,005 Fbu/kg en mars 2011) soit trois fois plus élevé que son prix de 2006.

La fragilité de l'accès alimentaire se répercutait inévitablement sur la détérioration nutritionnelle. En effet, les données fournies par l'UNICEF avaient indiqué que la malnutrition chronique est des plus élevées, le taux de malnutrition des enfants de moins de cinq ans était de 58% en 2010 et la moyenne de la malnutrition aiguë était de 6% pour la même période. Les données les plus actualisées dénotent une détérioration nutritionnelle et un risque d'aggravation. Les services nutritionnels avaient indiqué une augmentation de nouvelles admissions des malnutris à la fin 2011/début 2012, admissions supérieures de 26% par rapport à la même période de l'année précédente. Le risque d'augmentation des malnutris était très élevé suite à la faible disponibilité alimentaire qui prévalait et à la période de soudure de mars à mai 2012 qui était actuellement plus contraignant que normalement.

II. ZONES CIBLEES ET ETABLISSEMENT DE L'ORDRE DES PRIORITES

Le contexte dans lequel se trouvait le Burundi lorsque ces fonds ont été sollicités ne pouvait laisser les acteurs humanitaires indifférents. En effet, le pays venait d'être considérablement affecté par des crises récurrentes y compris des perturbations climatiques dans plusieurs zones, particulièrement les provinces de l'Est caractérisées par une situation sécuritaire alimentaire et nutritionnelle précaire. Le dernier rapport inter agences produit en Mars 2012 avait classifié les provinces de Ruyigi, Rutana, Makamba et Cankuzo dans la catégorie d'insécurité alimentaire très aiguë (phase 3) avec menace d'aggravation potentielle d'une crise alimentaire. Des pluies irrégulières doublées d'autres problèmes spécifiques ont dramatiquement réduit la production agricole et l'accès à la nourriture pour les ménages les plus pauvres.

Dans d'autres régions les pluies excessives enregistrées en Septembre et Octobre 2011 ont provoqué des pertes de récoltes au cours des saisons culturales C de 2011 et A de 2012, avec comme conséquences des inondations, des érosions, réduisant ainsi le potentiel des rares terres cultivées ou avec un faible potentiel de drainage.

Le rapport de la mission conjointe d'évaluation des récoltes et des denrées alimentaires de la saison culturelle A 2012 indique que les récoltes de la saison culturelle C de 2011 avaient été réduites de 15% en comparaison à l'année antérieure. Selon le même rapport, le déficit alimentaire global au cours du premier semestre 2012 était estimé à l'équivalent de 520,970 tonnes de céréales correspondant à 47% des denrées alimentaires courantes dans les ménages. Situation exacerbée par le faible pouvoir d'achat de plusieurs ménages qui ne peuvent pas se procurer les denrées alimentaires de base.

Concernant la situation nutritionnelle, les résultats définitifs de l'Enquête Démographique de Santé (EDS) publiés en Mai 2010 ont confirmé le niveau de gravité de la situation de malnutrition chronique (58%) qui hisse le Burundi parmi les dix pays au monde les plus affectés par la malnutrition chronique en dépit de la régression significative des taux de malnutrition aiguë globale (6%) et de l'insuffisance pondérale (29%). Ce statut est resté depuis les années 1980 tributaire des conjonctures caractérisées par un statut

¹ CFSAM: mission conjointe MINAGRIE/FAO/PAM/UNICEF d'évaluation des récoltes, des approvisionnements alimentaires et de la situation nutritionnelle.

nutritionnel très fragile en période de soudure exacerbées par la récurrence des perturbations du cycle climatique normal difficiles à maîtriser. Cela a aussi entraîné une forte diminution de la productivité agricole et un déficit alimentaire quasi chronique.

L'analyse de l'insécurité alimentaire aiguë avec l'outil IPC² effectuée en mars 2012 avait permis d'établir la cartographie de l'insécurité alimentaire du premier semestre 2012. Le bilan alimentaire déficitaire pour toutes les zones en insécurité alimentaire (les dépressions de l'Est et les plateaux humides) était estimé à environ 500,000 tonnes d'Equivalent en Céréales (EC) et 150,000 ménages vulnérables (environ 450,000 personnes) étaient en besoin d'assistance alimentaire et intrants agricoles. En effet, la zone se trouvant dans les dépressions de l'Est (principalement les communes des provinces de Ruyigi, Cankuzo, Makamba et Rutana) était sujette à une insécurité alimentaire sévère suite aux périodes de déficits hydriques récurrents se trouvaient en phase III de crise alimentaire d'après la classification IPC. Malheureusement, cette situation risquait de perdurer même pour les prochaines saisons si aucun mécanisme d'intervention n'était envisagé pour secourir les catégories de populations les plus touchées. En plus des aléas climatiques enregistrés pendant les saisons 2011C et 2012A, cette zone en insécurité alimentaire à caractère chronique, était en même temps frappée par la mosaïque sévère du manioc, le flétrissement bactérien du bananier et l'interdiction des importations à partir de la Tanzanie. Cette situation a perduré jusqu'à la fin de l'année comme le montre la carte de l'analyse IPC / Aout 2012 sur la situation de la sécurité alimentaire pour la période de juillet à décembre 2012. Environ 150,000 personnes se trouvant dans les communes de l'EST et du Sud-est du pays ont été jugés plus en insécurité alimentaires que les autres et avaient par conséquent besoin d'une réponse immédiate ce qui a pu justifier le financement CERF approuvé en Mai 2012.

L'effet des récoltes de la saison 2012B sur les nouvelles admissions a commencé normalement à se faire sentir à partir de la fin du mois de juin-juillet, pour certaines localités ayant enregistré une bonne productivité. Cependant, l'analyse des données élargie aux données de 2009, 2010 et 2011 montre que la variabilité des tendances demeure analogue pour cette période post récolte.

Cela montre combien le nombre de bénéficiaires a augmenté dans les services de traitement thérapeutique suite à deux raisons majeures dont la réduction temporelle de la zone couverte par les services de prise en charge des cas de malnutrition modérée, dont le nombre important était susceptible de basculer dans la malnutrition aiguë sévère une fois qu'ils ne sont pas dépistés, référés et pris en charge à temps. L'autre raison est beaucoup liée à l'augmentation de la capacité communautaire et des centres de santé à faire systématiquement le dépistage nutritionnel & surveillance à travers les agents de santé communautaire, les foyers d'apprentissage et de réhabilitation nutritionnelle et au point de contact des services de soins de santé primaire.

Les provinces de Ruyigi et Cankuzo ont montré une inflexion en janvier 2012 mais directement suivi par une massive augmentation de nouvelles admissions dans les services de prise en charge ce qui prouve que la petite réserve de la récolte 2012A n'a pas suffi pour diminuer les effets de la période de soudure. Pour la province de Ruyigi, les effets de la récolte de la saison 2012B ne se sont pas fait ressentir jusque fin Juin 2012.

III. LE PROCESSUS CERF

Le présent fond CERF est le résultat d'un processus déclenché par une alerte lancée par le ministère de l'agriculture après une mission d'évaluation de récolte effectuée en début du mois de février 2012. Après l'alerte sur une crise alimentaire par le même ministère lors d'une conférence de presse de mars 2012, le bureau du coordonnateur résident a partagé un résumé du rapport d'évaluation au secrétariat du CERF qui a directement organisé une téléconférence avec la communauté humanitaire du Burundi afin de définir les priorités et les zones les plus affectées nécessitant l'appui du CERF. Une réunion générale de prise de décision a été organisée entre les agences des Nations Unies, les représentants des ONG internationales, MSF Belgique, et des donateurs humanitaires. PAM, FAO et UNICEF ont décrit la situation et ont partagé leur analyse de la situation dans l'Est du pays. Les participants ont unanimement recommandé que la sécurité alimentaire et la nutrition soient prioritaires pour l'assistance.

Le critère pour la priorisation était le nombre élevé des personnes affectées par la malnutrition et l'insécurité alimentaire principalement dans la zone où la majorité des 38,000 réfugiés de la Tanzanie étaient attendus. Il a été constaté que le retour des rapatriés constitue une pression additionnelle sur les ressources déjà limitées dans la région de l'Est. Les agences des Nations Unies [PAM, FAO, UNICEF] et les partenaires d'exécution avaient depuis longtemps utilisé les mêmes critères d'évaluation et ont toujours travaillé conjointement dans les mêmes zones affectées. Ainsi, les membres de cluster sécurité alimentaire et nutrition étaient complémentaires dans ce sens que le PAM appuyait le programme de distribution des semences de la FAO par une ration de protection des semences alors que, l'UNICEF développait un programme de nutrition dans les mêmes zones où la FAO avait ciblé des ménages vulnérables. Pendant la réunion de prise de décision, les autres agences et organisations non-concernées par le CERF ont réitéré leur appui dans l'exécution des projets CERF. UNHCR a fourni des informations sur les besoins alimentaires des rapatriés de la Tanzanie tandis que l'OMS et MSF Belgique ont fait la même chose pour la santé.

² Integrated Food Security Phase Classification / Cadre Intégré de Classification de la Sécurité Alimentaire.

Après ces réunions de coordination, la FAO a dû travailler avec ses partenaires et l'administration en étroite collaboration avec les populations futures bénéficiaires pour la priorisation des activités notamment les comités de développement communautaires (CDC) qui regroupe aussi bien les hommes que les femmes. Ces rencontres avaient également pour objectif de faire une meilleure programmation notamment pour ce qui est du calendrier d'identification des bénéficiaires ainsi que le calendrier de distribution. Etant donné que l'étape de ciblage constitue en soi la phase principale pour la réussite de l'opération de distribution, lors de cette activité, la FAO a toujours tenu à ce que il y ait la participation des femmes dans le comité de ciblage qui normalement se fait de manière participatif. Ainsi, le comité de ciblage comprenait au moins cinq personnes membres des CDC avec une moyenne de trois femmes et deux hommes. De plus, parmi les bénéficiaires de l'assistance, le choix était beaucoup plus porté sur les femmes qui remplissaient les critères de sélection préétablis. C'est ainsi que pour un total de 48,484 ménages bénéficiaires de cette intervention, 58.2% étaient des femmes contre 41.5% d'hommes.

Les femmes chefs des ménages en insécurité alimentaires ont été prioritaires à l'assistance financée par le projet CERF. En outre, et pour minimiser les cas d'exclusion ou d'abus de tout genre aux femmes, le PAM a encouragé les femmes à participer également aux comités des bénéficiaires dont le mandat est de suivre tout le processus, c'est-à-dire dès les cibrages de bénéficiaires jusqu'à la réception des rations. Les points de distribution ont été identifiés de manière à éviter de longues distances ou des régions dangereuses aux femmes surtout qu'elles étaient encouragées par le PAM à venir récupérer les rations de par leur rôle primordial dans la gestion de la nourriture des ménages.

Pour mieux atteindre les bénéficiaires de cette assistance, l'UNICEF a travaillé avec deux partenaires rompus en matière de réponse à une crise alimentaire et nutritionnelle : le partenaire gouvernemental PRONIANUT et IMC. Le premier s'est occupé de la mise en œuvre et la supervision de toutes les activités et le second (IMC) de la conduite des enquêtes nutritionnelles.

IV. RESULTATS ET VALEUR AJOUTEE DU FINANCEMENT CERF

TABLE 4: PERSONNES AFFECTEES ET BENEFICIAIRES DIRECTS PAR SECTEUR				
Nombre total des personnes affectées par la crise: Partant des analyses diverses sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations faites par des intervenants dans la sécurité alimentaire en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, une intervention d'urgence alimentaire et agricole était fortement recommandée pour les familles les plus affectées qui étaient estimées à 150,000 ménages, soient 49% des besoins totaux au niveau national. Le financement CERF 2012 ne concernait que 150,000 pers de la région de l'Est et Sud-Est du pays (soit environ 20% des besoins globaux).				
Nombre total des personnes ayant bénéficié directement du financement CERF par groupe sectoriel/secteur	Groupe Sectoriel/Secteur	Femmes	Hommes	Total
	Santé-Nutrition	3,071	3,605	6,676
	Agriculture [FAO]	141,815 (58.5%)	100,605 (41.5%)	242,420
	Alimentation [WFP]	77,700	64,300	142,000

Les résultats de l'évaluation des récoltes de la saison 2012A avaient permis de déterminer les zones qui ont enregistré des chutes importantes de production et qui étaient en besoin d'assistance. De plus l'analyse de la cartographie de la vulnérabilité à l'aide de l'outil IPC [qui tient compte de plusieurs indicateurs] avait confirmé que les zones de l'Est étaient en phase III selon le classement IPC, et méritaient un suivi particulier. Lors du ciblage des bénéficiaires, les critères communs d'identification ont été scrupuleusement tenu en compte. Rapellons que ces critères ont été établis en commun accord avec tous les intervenants dans le domaine de la sécurité alimentaire en collaboration avec l'administration et le MINAGRIE. En ce qui concerne l'identification des menages bénéficiaires, le PAM et la FAO ont appliqué les critères de vulnérabilité à la sécurité alimentaire à travers les validations publiques à chaque colline ciblée. Ces validations publiques collinaires étaient conduites par les comités de bénéficiaires dont les femmes étaient représentées à 51%.

TABLE 5: NOMBRE DE PERSONNES AYANT BENEFICIE DIRECTEMENT DU FINANCEMENT DU CERF		
	Planifié	Atteint (estimation)
Femmes	77,100	141,815 personnes
Hommes	72,900	100,605 personnes
Nombre total de personnes (hommes et femmes)	150,000	242,420 personnes
Y compris, enfants de moins de 5 ans	31,500	54,660 personnes

L'augmentation des effectifs atteints peut être expliquée comme suit : La FAO a lancé un appel d'offre compétitif sur base du rapport qualité/prix et a pu dégager des fonds supplémentaires qu'elle a décidé de réaffecter à l'achat des cordes de patate douce pour répondre aux besoins de la population. Ce choix a été guidé par le fait qu'il y avait un engouement pour cette culture. A cet effet, en plus de ces effectifs qui ont reçu en même temps les semences et la RPS, la FAO, en concertation avec l'administration et les services techniques du Ministère de l'Agriculture, a dû assister 92,420 personnes supplémentaires en plus des 150,000 personnes qui ont reçu le kit complet de semences (semences de maïs, haricot, sorgho et cordes de patate douce) lors des distributions organisées au mois d'octobre 2012. Chaque ménage de 5 personnes recevait 500 cordes d'une valeur de 2 dollars US. En effet, suite aux aléas climatiques de ces dernières années et par manque des boutures de manioc résistante à la mosaïque sévère, la population se rabat de plus en plus à la culture de patate douce moins exigeante en matériel de plantation et qui résiste mieux au déficit hydrique. Des séances de sensibilisation sur le ciblage communautaire ont été organisées à l'endroit de la population et des responsables des services décentralisés pour effectuer un meilleur ciblage de ces ménages supplémentaires.

Les résultats du CERF

Le financement CERF 2012 a largement contribué à répondre rapidement et efficacement aux besoins urgents liés à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. En Mai 2012, le PAM a pu fournir de l'assistance alimentaire aux personnes vulnérables en insécurité alimentaire des provinces de l'Est et du Sud-est (Ruyigi, Makamba et Cankuzo). Au mois d'Octobre 2012 et en collaboration avec la FAO, les agriculteurs vulnérables et en insécurité alimentaire ont bénéficié de semences et des rations de protection de ces mêmes semences. Cela leur a permis d'exploiter la saison 2013A sans beaucoup d'inquiétudes sur les rations alimentaires. Ainsi, environ 142,000 bénéficiaires ont été concernés par l'assistance en vivres et en semences fournies par le PAM et la FAO.

Dans le domaine de la santé et nutrition, le financement du CERF a permis de répondre de manière urgente et efficace au gap de presque 55% des produits nutritionnels et médicaments essentiels nécessaires pour la prise en charge de la malnutrition aiguë spécialement dans les provinces affectées par la crise de l'insécurité alimentaire. 4,640 cartons (64 MT) de RUTF (Ready to use therapeutic Food) et 800 cartons (11.7 MT) de lait thérapeutiques ont été achetés avec ces fonds CERF et ont permis de répondre de manière urgente à ce besoin. Le financement du CERF a permis également de renforcer le système de surveillance nutritionnelle opérationnel au niveau des collines et services de santé de la zone affectée. L'appui des activités de formation des prestataires de santé et des agents de santé communautaire a permis d'améliorer l'intégration du dépistage systématique dans le système de santé des formations sanitaires les plus inaccessibles et surtout à améliorer la qualité de service d'identification/diagnostic des cas de malnutrition au niveau de la communauté. Les statistiques disponibles en fin novembre 2012 montrent que les services de prise en charge de la malnutrition dans les quatre provinces du Moso ont admis respectivement 5,841 enfants malnutris sévères dans les STA et 835 cas sévères avec des complications médicales dans les services de stabilisation (soit un total de 6,676 cas admis qui représentent 82% des cas attendus dans les services de prise en charge. Les indicateurs de performance de ces deux types de services montrent des taux reflétant une amélioration de la qualité de service de prise en charge avec un taux de guérison de 92% au niveau des SST et de 82% dans les STA.

La valeur ajoutée du CERF

Le financement obtenu du CERF a sensiblement réduit les mouvements de Mai 2012 des personnes vulnérables migrant vers la Tanzanie à la recherche de main d'œuvre, dans un but d'acheter les vivres. L'appui a permis aux ménages vulnérables à se consacrer davantage aux travaux champêtres durant la période de soudure. Selon le système de suivi de la sécurité alimentaire (FSMS) de Novembre 2012, les prévisions IPC de Juillet 2012, bien que la situation dans les deux ZME semble se dégrader, la tendance générale montre une amélioration de la consommation alimentaire depuis Octobre 2009 avec une réduction de la consommation pauvre de 18% à 5% des ménages. Plus particulièrement dans l'Est du pays [zone où les ressources CERF ont été affectées], le taux des ménages en

insécurité alimentaire a diminué de 49% à 37% dans la ZME (dépressions de l'Est) et de 51% à 30% dans les plateaux secs de l'Est depuis la dernière période de soudure d'Avril-Mai 2012.

a) Les financements du CERF ont-ils permis de fournir rapidement une assistance aux bénéficiaires?

OUI EN PARTIE NON

La confirmation des financements CERF a permis au PAM de recourir aux emprunts dans la région afin de répondre rapidement en utilisant la contribution du CERF comme collatéral de l'emprunt.

Le financement CERF a permis à la FAO d'apporter une assistance adéquate en intrants agricoles aux populations affectées par les périodes prolongées de déficit hydrique et a permis à ces dernières de mettre en place la saison agricole 2013A. En effet, les pertes de production de la saison 2012A n'ont pas permis aux ménages affectés de conserver les semences pour la saison cultivable suivante. L'analyse IPC effectuée en août 2012 avait également montré que les dépressions de l'Est continuaient d'être fragilisées par les perturbations climatiques notamment le déficit hydrique prolongé en plus d'autres facteurs aggravants la sécurité alimentaire des ménages principalement pour les familles les plus vulnérables. Cette situation est le résultat de la volatilité des stocks issus des productions propres, du faible pouvoir d'importations alimentaires et d'achat. Ainsi, la consommation alimentaire déjà faible en juin (période de récolte) dans les régions les plus fragiles a été davantage réduite en période de soudure entre septembre et décembre, ce qui a favorisé l'augmentation du niveau de malnutrition.

Le financement du CERF a permis à l'UNICEF de répondre de manière urgente au gap de presque 55% des produits nutritionnels et médicaments essentiels nécessaires au pays pour la prise en charge de la malnutrition aiguë spécialement dans les provinces affectées par la crise de l'insécurité alimentaire. Ce gap venait d'être causé par le retrait des interventions d'ECHO au Burundi qui appuyait essentiellement, sous les fonds d'urgence, les interventions de prise en charge de la malnutrition. 4,640 cartons (64 MT) de RUTF (Ready to use therapeutic Food) et 800 cartons (11.7 MT) de lait thérapeutique ont été achetés avec ces fonds CERF et ont permis de répondre de manière urgente à ce besoin. L'évaluation nutritionnelle conduite en fin du projet a permis de mettre en relief une non aggravation de la situation de la malnutrition aiguë voire même une amélioration pour la province de Rutana où le taux de malnutrition aiguë est passé de 11.6% (2010) à 7.2%. Le taux de malnutrition chronique affiche une amélioration de la situation dans la province de Ruyigi qui a un taux de 54.7% versus 66.6% en 2010 alors que pour les autres provinces la situation de la malnutrition aiguë est restée stable.

b) Les financements du CERF ont-ils favorisé la réponse aux besoins les plus urgents³?

OUI EN PARTIE NON

Le contexte d'insécurité alimentaire et nutritionnelle du pays était en train de dépasser les prévisions des agences pour l'année 2012. La contribution du CERF a permis aux agences de répondre aux besoins les plus urgents en donnant la priorité à la partie Est du pays qui était plus affectée que les autres. Dans la zone d'action du projet, le financement CERF a favorisé une réponse aux besoins les plus urgents des populations affectées (150,000 personnes) en apportant une assistance en intrants agricoles qui constituait par ailleurs la seule source des semences pour ces ménages affectés qui avaient perdu leurs récoltes respectives de 2012A et 2012B. Cette assistance a permis aux populations bénéficiaires de ne pas recourir aux mécanismes de détresse les plus sévères notamment la vente d'une partie de leur propriété ou migrer vers les pays voisins pour vendre la main d'œuvre et pouvoir s'approvisionner en intrants agricoles. Signalons que cette assistance en intrants était accompagnée d'une distribution de la ration de protection des semences fournie par le PAM, ce qui a permis de maximiser les taux de semis tout en évitant une éventuelle consommation/vente d'une partie des semences.

Le financement du CERF a permis également de renforcer le système de surveillance nutritionnelle opérationnel au niveau des collines et services de santé de la zone affectée (qui a enregistré en 2012 un rapatriement des réfugiés Burundais de la Tanzanie et des inondations qui ont affecté partiellement la récolte de la saison culturale 2012B. Le stock de contingence pour répondre aux urgences nutritionnelles a été reconstitué et renouvelé. La formation des prestataires et des agents de santé communautaire a permis d'améliorer l'intégration du dépistage systématique dans le système de santé, des formations sanitaires les plus inaccessibles et la qualité de service d'identification/diagnostic des cas de malnutrition au niveau de la communauté.

c) Les financements du CERF ont-ils favorisé la mobilisation d'autres financements?

OUI EN PARTIE NON

³ Par réponse aux besoins les plus urgents, référence est faite aux actions nécessaires, rapides et limitées dans le temps et aux ressources requises pour minimiser les pertes de vies humaines additionnelles et les dommages aux biens sociaux et économiques (ex vaccination d'urgence, contrôle d'une invasion de criquets, etc.).

La contribution a servi d'outil de mobilisation d'autres ressources pour PAM auprès des autres bailleurs de ce secteur. C'est ainsi que des financements de la France et de l'USAID/FFP [United States Agency for International Development/ Food For Peace]) ont permis de réduire le déficit et de combler en partie les besoins des populations vulnérables des zones ciblées.

Afin de pérenniser l'impact de l'intervention du fonds CERF, l'UNICEF a pu tirer profit des réunions de coordination et supervisions conjointes pour mobiliser les partenaires techniques et financiers afin de s'investir davantage dans les interventions multisectorielles dans la région qui n'a cessé de connaître des crises nutritionnelles et alimentaires intégrant la composante nutritionnelle. C'est ainsi que grâce à ce financement trois projets qui seront financés principalement par l'UE sont en train d'être développés dans cette région, à savoir:

- Le Projet pour l'accélération de l'atteinte de l'OMD1 (C) avec quatre composantes dont celle nutritionnelle avec un budget de 16,5 millions d'euro pour trois ans avec financement de l'UE;
- Le Projet de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PROSANUT);
- Le projet intégré de sécurité alimentaire et de promotion des activités de nutrition a assise communautaire financé par la Croix-Rouge de Belgique.

d) Le CERF a-t-il amélioré la coordination au sein de la communauté humanitaire?

OUI EN PARIE NON

Le processus d'appel à contribution de CERF a permis aux agences bénéficiaires de travailler ensemble lors de la formulation/planification de la proposition, du ciblage et de la mise en œuvre de la réponse pour plus de synergie et d'impact. Des réunions de coordination mensuelles avec tous les acteurs intervenant dans le cadre du secteur nutrition ont été organisées en vue de partager l'information relative aux progrès réalisés dans le cadre de l'avancement des activités. Ces réunions ont été élargies aux partenaires qui interviennent également dans le domaine de la sécurité alimentaire [PAM, FAO, et UNICEF] et les autres secteurs comme l'hygiène et assainissement, l'éducation et la protection civile. Etant donné que les réunions de coordination organisées mensuellement à travers le groupe sécurité alimentaire et nutrition [présidé par FAO et regroupant la communauté humanitaire de la sécurité alimentaire, le ministère de l'agriculture et quelques bailleurs des fonds] n'étaient plus tenues de façon régulière; le financement du CERF a permis de redynamiser la coordination en rapprochant les partenaires à travers des réunions tenues régulièrement. De plus les agences se sont régulièrement réunies en vue de déterminer les zones les plus touchées permettant ainsi une meilleure coordination des interventions afin d'éviter les chevauchements des actions. De plus, au cours de ces réunions, il était également question de déterminer ensemble les actions prioritaires d'urgence. Au moment du ciblage des futurs bénéficiaires, l'activité a été faite conjointement avec les partenaires de terrain de la FAO et du PAM et ce sont les mêmes listes qui ont été utilisées pour la distribution de la Ration de protection des semences [RPS] et du kit agricoles. Un calendrier de distribution a été élaboré conjointement avec les deux agences et les partenaires de terrain. Chaque fois la RPS du PAM a été distribué avant la distribution des semences de la FAO.

V. ENSEIGNEMENTS TIRES

TABLE 6: OBSERVATION POUR LE SECRETARIAT DU CERF		
Enseignements Tirés	Suggestions De Suivi/Amelioration	Entite Responsable
Après l'alerte sur une crise alimentaire par le ministère de l'agriculture en mars 2012, le bureau du coordonnateur résident a partagé un résumé du rapport d'évaluation au secrétariat du CERF qui a directement organisé une téléconférence avec la communauté humanitaire du Burundi afin de définir les priorités et les zones les plus affectées nécessitant l'appui du CERF. Avec le financement CERF, 20% [150,000 personnes] des populations nécessiteuses [estimées à 750,000 personnes] ont été ciblées.	Maintenir cette collaboration avec l'équipe de pays du Burundi et considérer, pour les prochains appels, la particularité du pays dans son contexte post conflit. Ce caractère est l'une des conséquences du départ précipité des acteurs humanitaires internationaux laissant derrière des poches de vulnérabilité, avec des milliers de populations incapables de résister à un moindre choc dû aux aléas climatiques récurrents et autres catastrophes.	Secretariat du CERF

TABLE 7: OBSERVATIONS POUR LES EQUIPES DE PAYS

Enseignements Tires	Suggestions De Suivi/Amelioration	Entite Responsable
L'équipe du pays a entrepris une gestion rapide et conjointe de cette situation de crise alimentaire, ce qui a garanti une même compréhension des priorités pour une bonne orientation de la réponse.	Continuer la même approche.	Equipe du pays
Une approche conjointe d'analyse et de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle permet une priorisation facile et rapide pour une requête rapide au CERF.	Améliorer les outils existants en renforçant le système géographique d'information (GIS) des agences et en inter-agences.	Equipe du pays

VI. RESULTATS DES PROJETS PAR AGENCE

TABLE 8.1: LES RESULTATS DU PROJET PAM			
Information Projet CERF			
1. Agence:	PAM	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	15 mai au 14 novembre 2012
2. Code du projet CERF:	12-WFP-039	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours
3. Groupe sectoriel/ Secteur:	Sécurité alimentaire et nutritionnelle		<input checked="" type="checkbox"/> Achievé
4. Titre du projet:	Intervention Prolongée de Secours et de Redressement (IPSR) au Burundi No 200164: Assistance aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes vulnérables en insécurité alimentaire.		
7. Funding	a. Budget Total du Projet	US\$ 6,400,000	
	b. Montant total du financement reçu pour le projet	US\$ 4,000,000	
	c. Montant reçu du CERF	US\$ 788,309	
Resultats Obtenus			
8. Nombre total de personnes ayant <u>bénéficié directement</u> du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).			
Nombre de Bénéficiaires Directs		Planifié	Atteint
		En cas de différence significative entre le nombre planifié et atteint, merci de fournir une explication:	
a. Femmes		77,100	77,700
b. Hommes		72,900	64,300
c. Nombre total de personnes (femmes + hommes):		150,000	142,000
d. Y compris, enfants de moins de 5 ans		31,500	33,000
Avec les 753 tonnes de vivres achetées sous financement CERF, 142,000 bénéficiaires ont pu avoir 20 jours de ration soit environ 94% des 150,000 bénéficiaires prévus.			
9. Objectif initial du projet CERF selon la proposition approuvée			
<ul style="list-style-type: none"> - Contribuer à l'accès aux besoins alimentaires aux populations vulnérables ciblées dans la région de l'Est et Sud-est (Moso) en insécurité alimentaire. - Appui à la production agricole par la distribution de rations de protection de semences aux producteurs plus vulnérables. 			
10. Résultats initiaux attendus selon la proposition CERF approuvée			
<ul style="list-style-type: none"> - Vivres distribuées par le PAM en quantité et en qualité suffisante aux bénéficiaires ciblés dans les zones d'accueil et des rapatriés durant les mois de Mai, Septembre et Octobre 2012. - Nombre de personnes [150,000 personnes] recevant cette assistance alimentaire d'urgence ventilé par âge et par genre : chiffres de planification de 150,000 personnes pour 754 MT de vivres pour la période de Mai, Septembre et Octobre 2012. - Score de consommation alimentaire de plus de 80 % des ménages en insécurité alimentaire ciblés amélioré (FCS>35). - Plus de 95 % des semences distribuées aux producteurs vulnérables sont plantées. 			
11. Résultats obtenus à l'aide du financement CERF			
<p>Selon les résultats de l'évaluation des récoltes de Janvier 2012 et du rapport IPC (Integrated food security Phase Classification), 150,000 bénéficiaires étaient estimés comme étant plus prioritaires à l'assistance alimentaire qui, une fois sans assistance immédiate, devraient se voir avec une consommation alimentaires pauvre et sous le risque de ne pas exploiter la saison culturale 2013A de septembre à octobre 2012 soit en consommant les semences, soit en opérant des récoltes sur pied.</p> <p>Avec les 753 tonnes de vivres achetées sous financement CERF, le PAM a pu assister 142,000 bénéficiaires avec 20 jours de ration. Parmi eux, 48% (68,000 bénéficiaires) étaient des ménages vulnérables en insécurité alimentaires assistés en Mai 2012 tandis que 52% (74,000 bénéficiaires) étaient des producteurs plus vulnérables qui ont reçu la ration de protection de semences en octobre 2012 ce qui leur a évité de consommer les semences distribuées par la FAO. Ce financement CERF a permis au PAM de répondre aux besoins alimentaires de la population vulnérables de l'Est et du Sud-est du pays à environ 50% tel que prévu par la</p>			

proposition de fond approuvée par le CERF en mai 2012.	
12. En cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:	
13. Les activités financées par le CERF font-elles partie d'un projet CAP muni d'un code IASC marqueur de genre?	OUI <input type="checkbox"/> NON <input checked="" type="checkbox"/>
<p>Si 'Oui', quel est le code (0, 1, 2a, 2b): N/A</p> <p>Si 'Non' (ou si le code est 1 ou 0): Les ménages vulnérables dirigés par les femmes, les orphelins, les personnes âgées ou par les malades chroniques ont été ciblés en priorité. Plus ou moins 51% de femmes doivent faire partie de comités de ciblage et de gestion des distributions ceci pour éviter les cas d'exclusion ou d'abus de tout genre aux femmes. Les sensibilisations sur les droits et les besoins alimentaires des bénéficiaires sont faites lors des séances de validation des bénéficiaires où le rôle et l'implication des femmes sont vivement encouragés. De par son rôle primordial dans la gestion alimentaire du ménage, Le PAM Burundi a encouragé les femmes à venir recevoir directement l'assistance alimentaire chaque fois que les distributions sont organisées. Cette proposition semble avoir été appréciée par la communauté de la région ciblée pour l'assistance alimentaire où les fonds CERF ont été utilisés.</p>	
14. Suivi et Evaluation: Ce projet a-t-il été évalué ?	OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
La Croix rouge du Burundi, partenaire du PAM a régulièrement suivi et évalué l'assistance dans cette zone sous couverture des financements CERF. Ce partenaire a constaté que grâce à cette assistance, les besoins liés à l'insécurité alimentaire ont pu être comblés principalement par l'amélioration de la production agricole au niveau communautaire, ce qui a contribué énormément à la réduction des risques relatifs au déficit alimentaire.	

TABLE 8.2: LES RESULTATS DU PROJET FAO

Information Projet CERF			
1. Agence:	FAO	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	20 Mai au 19 novembre 2012
2. Code du projet CERF:	12-FAO-024	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Agriculture		<input checked="" type="checkbox"/> Achevé
4. Titre du projet:	«Restauration rapide des moyens d'existence des populations affectées par les récents aléas climatiques de fin 2011»		
7. Funding	a. Budget Total du Projet		US\$ 5,242,530
	b. Montant total du financement reçu pour le projet		US\$ 662,531
	c. Montant reçu du CERF		US\$ 662,531
Résultats Obtenus			
8. Nombre total de personnes ayant <u>bénéficié directement</u> du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).			
<i>Nombre de Bénéficiaires Directs</i>	<i>Planifié</i>	<i>Atteint</i>	<i>En cas de différences significatives entre le nombre planifié et atteint, merci de fournir une</i>
a. Femmes	77,100	141,815	Le nombre de bénéficiaires a été revu à la hausse suite aux économies réalisées lors des appels d'offres. En concertation avec les services techniques du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage et en collaboration avec l'administration, il a été décidé d'identifier d'autres ménages dans la même zone ayant été victimes du déficit hydrique prolongé. Par conséquent le total des ménages servis est passé de 150,000 à 242,420 personnes. ⁴
b. Hommes	72,900	100,605	
c. Nombre total de personnes (femmes + hommes):	150,000	242,420	
d. Y compris, enfants de moins de 5 ans	31,500	54,660	
9. Objectif initial du projet CERF selon la proposition approuvée			
L'objectif global du projet était de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations rurales touchées par les perturbations climatiques récentes dans le but de reconstruire leurs moyens d'existence active à travers le soutien immédiat à la reprise des activités agricoles.			
10. Résultats initiaux attendus selon la proposition CERF approuvée			
<p>Au moins 30,000 agriculteurs vulnérables organisés en associations recevront des semences maraîchères de diverses variétés (600kg) et les kits de micro irrigation goutte à goutte pour le maraîchage intensif pour la mise en place des saisons 202C et 2013A,</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au moins 15,000 ménages recevront chacun 250 boutures de variétés de patates douces riches en β carotène; - 30,000 ménages (150,000 personnes) recevront des semences de céréales, 10 kg de sorgho et 5 kg de maïs. 			
11. Résultats obtenus à l'aide du financement CERF			
<p>Avec les fonds CERF, la FAO a pu apporter une assistance en intrants agricoles aux ménages affectés vivant dans la zone d'action du projet en leur permettant la mise en place de la saison agricole 2013. En effet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 35,000 ménages ont reçu chacun 10 kg de semences de sorgho (variété SVR8 et sorgho blanc/Gambella). - distribution à 16,000 ménages des semences maïs à raison de 5kg /ménage (variété ECAVLE, ISEGA et ELITE). - 14,000 ménages ont reçu chacun 5 kg de semences de haricot (variété Makutsa et MORE). - 48,000 ménages ont reçu chacun 500 boutures de patate douce riches en β carotène de variété Mugande et Tanzanie. - distribution à environ 60 associations des semences maraîchères à raison de 10 kg/association, de 4 kits de micro irrigation goutte à goutte et les intrants d'accompagnement notamment les engrais DAP et Urée. 			

⁴ La taille moyenne d'un ménage est de 5 personnes.

Sur base des évaluations préliminaires faites par les partenaires de terrain et les services techniques du MINAGRIE, la saison 2013A fait espoir de bons rendements liés d'une part à une disponibilité des intrants à temps et à une pluviométrie qui généralement était satisfaisante n'eût été les quelques cas d'inondations signalés dans certains endroits. En effet :

- les 5kg de semences de haricot semés par chaque ménage ont permis d'emblaver environ 6.25 ares produisant au moins 50 kg (rendement moyen de 800kg/ha). En tenant compte de la taille moyenne d'un ménage qui est de 5 personnes et avec une consommation moyenne journalière de 1 kg pour un ménage de cinq personnes et dans l'hypothèse que toute la production a été consommée, les 50kg permettront de couvrir 50 jours.
- les 10kg de semences de sorgho semés ont permis d'emblaver environ 100 ares produisant au moins 1000 kg (avec un rendement moyen de 1000kg/ha). De cette production, 80% seront vendue (à un prix moyen de 600fbu/kg) pour couvrir d'autres besoins familiaux et 20% de la production a été utilisé pour la consommation familiale sous forme de bouillie ou bière.
- les 5kg de semences de maïs ont permis d'emblaver environ 12.5 ares produisant au moins 125 kg (avec un rendement moyen de 1000kg/ha). De cette production, 60% ont été vendue et 40% serviront de consommation familiale.
- Les 500 cordes de patate douce par ménage ont emblavé 0,62 ares produisant environ 62 kg de patate douce pour une consommation de 21 jours avec une moyenne de 3 kg/jour.
- Les semences maraîchères distribuées au niveau des associations ont permis d'avoir des produits maraîchers permettant une consommation familiale de légume. Cette activité a également permis une diversification alimentaire et une amélioration de la valeur nutritive des aliments, particulièrement pour les enfants des ménages présentant un risque élevé de malnutrition.

12. En cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:

Pour les cordes de patate douce, les quantités réellement distribuées sont supérieures par rapport aux prévisions du fait que suite aux appels d'offre effectués sur les autres types d'intrants nous ont permis de réaliser permettant ainsi d'acheter le supplément des cordes de patates douce. Le choix a été porté sur cette culture parce qu'il y avait beaucoup de sollicitations de la part de l'administration et des services techniques du MINAGRIE suite à l'engouement des populations pour cette culture de soudure. Cette décision a été aussi motivée par le fait que d'autres cultures à tubercules ont été plus affectées par les maladies notamment la mosaïque du manioc et la striure brune sur cette même culture.

13. Les activités financées par le CERF font-elles partie d'un projet CAP muni d'un code IASC marqueur de genre?

OUI
NON

Si 'Oui', quel est le code (0, 1, 2a, 2b): N/A

Si 'Non' (ou si le code est 1 ou 0): Parmi les groupes prioritaires de l'intervention, l'accent a été plus porté sur les femmes chefs de ménages, les veuves et les femmes affectées par le VIH/SIDA. Au total, 58.5% des ménages bénéficiaires du projet étaient les femmes contre 41.5% des hommes. De plus pour assurer leur représentativité au niveau des comités d'identification des futurs bénéficiaires, sur les cinq membres des comités de ciblage, au moins trois devaient être des femmes choisies par les communautés elles mêmes et chaque fois l'opération était couronnée de succès. En collaboration avec nos partenaires et ces comités, des séances de sensibilisation ont été régulièrement organisées à l'endroit des bénéficiaires dans le but d'assurer la valorisation de l'assistance, étant donné l'implication de la femme dans le secteur agricole. Toutefois, nous avons constaté qu'il faut continuer la sensibilisation des communautés pour impliquer plus la femme dans tout le processus de production.

14. Suivi et Evaluation: Ce projet a-t-il été évalué ?

OUI
NON

Les activités de suivi-évaluation ont été faites par les services techniques du MINAGRIE. Par ailleurs, certains des partenaires viennent d'effectuer une visite au cours de la première semaine de février et ils ont pu constater que l'assistance accordée par la FAO a été capitalisée et a permis aux populations affectées de mettre en place la principale saison agricole B qui contribue pour 50% de la production annuelle du pays. Par conséquent, ces ménages commencent à avoir les premières récoltes de haricot et les cultures encore en champs notamment le maïs, sorgho et patate douce présentent un très bon état végétatif et les ménages espèrent avoir de bonnes productions.

TABLE 8.3: LES RESULTATS DU PROJET UNICEF

TABLE 8.3: LES RESULTATS DU PROJET UNICEF			
Information Projet CERF			
1. Agence:	UNICEF	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	Du 7 mai au 6 novembre 2012
2. Code du projet CERF:	12-CEF-058	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Nutrition		<input checked="" type="checkbox"/> Achevé
4. Titre du projet:	Prise en charge de la malnutrition aiguë à base-communautaire dans quatre provinces affectées par la crise d'insécurité alimentaire au Burundi		
7. Funding	a. Budget Total du Projet		US\$ 826,722
	b. Montant total du financement reçu pour le projet		US\$ 288,000
	c. Montant reçu du CERF		US\$ 535,429
Résultats Obtenus			
8. Nombre total de personnes ayant <u>bénéficié directement</u> du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).			
Nombre de Bénéficiaires Directs		Planifié	Atteint
a. Femmes		3,759	3,071
b. Hommes		4,412	3,605
c. Nombre total de personnes (femmes + hommes):		8,171	6,676
d. Y compris, enfants de moins de 5 ans		8,171	6,676
En cas de différences significatives entre le nombre planifié et atteint, merci de fournir une explication: Le total de 6,676 cas admis représente 82% des cas attendus dans les services de prise en charge. (> 50% selon les normes).			
9. Objectif initial du projet CERF selon la proposition approuvée			
Assurer la prise en charge adéquate de la malnutrition aiguë sévère de 8,171 enfants de moins de 5 ans à travers l'approche de prise en charge intégrée de malnutrition et renforcer la capacité communautaire dans le dépistage – référence des cas de malnutrition à partir du niveau communautaire.			
10. Résultats initiaux attendus selon la proposition CERF approuvée			
<ul style="list-style-type: none"> - 8171 enfants de moins de 5 ans souffrant de la malnutrition aiguë sévère sont admis et traités et guéris à travers l'approche de prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë selon l'approche communautaire. - 32 Services Thérapeutiques ambulatoires (STA) et 4 services de stabilisation (SST) sont équipés de matériel anthropométrique adéquat pour effectuer un screening systématique et rapide des cas de malnutrition, et assurer leur prise en charge adéquate selon les normes et le protocole national de nutrition. - 320 agents de santé communautaire sont formés et sont opérationnels sur les activités de dépistage – référence nutritionnels et assurent une meilleure surveillance nutritionnelle. - 120 prestataires de santé ont la capacité d'assurer la prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë sévère selon le protocole national basé sur l'approche CMAM. - 4 provinces et 8 districts sanitaires sont outillés et ont la capacité d'organiser la supervision, coordination des activités de prise en charge et de surveillance nutritionnelle dans leur zone de couverture y compris le suivi et l'évaluation à l'aide des outils standardisés. 			
11. Résultats obtenus à l'aide du financement CERF			
<ul style="list-style-type: none"> - 6,676 enfants dont 5,841 enfants malnutris sévères dans les STA et 835 cas de malnutrition sévère avec des complications médicales dans les services de stabilisation, représentant 82% des cas attendus, pris en charge dans les quatre provinces du MOSO. Ce qui est positif parce que représentant > 50% selon les normes. Les indicateurs de performance de ces deux types de services montrent des taux reflétant une amélioration de la qualité de service de prise en charge avec un taux de guérison de 92% au niveau des SST et de 82% dans les STA. Les normes recommandées exigent des taux de guérison supérieurs à 			

<p>75%. Néanmoins la moyenne du taux de décès au niveau du SST est restée supérieur aux normes requises <5% (7%). Mais dans les STA, le taux de décès est de 1%.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au moins 32 services de prise en charge de la malnutrition intégrés dans les hôpitaux et centres de santé équipés en outils anthropométriques pour le dépistage systématique au niveau des points de contact des services de santé. - 69 centres de santé adéquatement approvisionnés en produits nutritionnels (75.7MT) et en équipement anthropométrique (138 toises et 69 balances Salter). - Aucune rupture de stock enregistrée tant au niveau du stock central qu'au niveau des services de prise en charge de ces quatre provinces. - 320 agents de santé communautaire des zones de couverture de santé des huit districts ciblés formés pendant cinq jours sur la prise en compte de la malnutrition dans le système de surveillance et d'alerte précoce en renforçant leur capacité de dépistage et de référence des cas de malnutrition au niveau des collines. Un kit d'agent de sante communautaire adapté au travail de terrain et comprenant notamment un cartable à rabat, les rubans MUAC [Middle Upper Arm Circumference], boîte à images sur les pratiques clés/nutrition, registre, fiches de suivi, bottes, parapluie et imperméables et savon fourni. - 118 prestataires de santé formés pendant cinq jours sur la prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë sévère selon le protocole national grâce à des exercices pratiques qui leur ont permis de mieux maîtriser la dimension et l'efficacité du bon diagnostic à faire lors du dépistage et traitement des cas selon les catégories de gravité de la malnutrition. - 16 superviseurs polyvalents des huit districts sanitaires du Moso et autres cadres techniques des BPS et BDS ont réalisé en moyenne une visite de supervision intégrée au niveau des centres de santé ayant des services intégrés de prise en charge de la malnutrition en utilisant les outils standardisés de supervision et de suivi-évaluation comprenant la supervision de vérification des indicateurs de performance dont ceux de la nutrition. 	
<p>12. En cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:</p>	
<ul style="list-style-type: none"> - Le total de 6,676 cas admis représente 82% des cas attendus dans les services de prise en charge, soit une différence de 18% par rapport au nombre d'enfants attendus, résultat de l'impact direct de l'intervention qui a réduit le nombre susceptible de tomber dans la malnutrition spécialement à partir du début de la période de soudure. - Par ailleurs, il convient de souligner également que le taux de 82% d'enfants atteints est largement acceptable dans la mesure où les normes préconisées dans les services situés en zone rurale sont de plus de 50%. Bien plus, d'autres enfants non ciblés par les agents de santé communautaire et/ou les services de santé peuvent se retrouver également dans ces 18%. 	
<p>13. Les activités financées par le CERF font-elles partie d'un projet CAP muni d'un code IASC marqueur de genre?</p>	<p>OUI <input type="checkbox"/></p> <p>NON <input checked="" type="checkbox"/></p>
<p>Si 'Oui', quel est le code (0, 1, 2a, 2b): N/A</p> <p>Si 'Non' (ou si le code est 1 ou 0):</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le nombre de cas dépistés et référés par les agents de santé communautaire ainsi que les cas malnutris admis et traités au niveau des services de prise en charge reflètent le genre et les zones de provenance des cas. Les enfants du sexe masculin malnutris représentent 54% des cas admis, tandis que les filles représentent une proportion de 46% s. Les taux de guérison reflètent aussi les proportions du genre avec 49% pour garçons et 51% pour les filles. - Le ratio au niveau des agents de santé communautaire n'a pas changé, car le choix est toujours basé sur les volontaires proposés par le comité collinaire et qui sont déjà opérationnels. Plus de 60% de ces agents sont des hommes. Le fardeau du travail de la femme dans la zone d'intervention continue d'influencer la disponibilité des femmes dans des activités valorisant à caractère communautaire. Cependant, l'UNICEF et ses partenaires continuent de faire le plaidoyer pour plus d'intégration des femmes dans les services de base au niveau communautaire. 	
<p>14. Suivi et Evaluation: Ce projet a-t-il été évalué ?</p>	<p>OUI <input type="checkbox"/></p> <p>NON <input checked="" type="checkbox"/></p>
<p>Une évaluation globale sera néanmoins conduite plus tard et les résultats partagés afin de mesurer l'impact de cet appui sur la région du Moso.</p>	

ANNEXE 1: FINANCEMENTS DU CERF TRANSFERE AUX PARTENAIRES DE MISE EN OEUVRE

Code Du Projet CERF	Groupe Sectoriel/ Secteur	Agence	Non Du Partenaire	Type De Partenaire	Total Des Fonds Du CERF Transfers Au Partenaire US\$	Date Du Premier Versement	Date A Laquelle Le Partenaire A Debuté Les Activités Financées Par Le CERF	Commentaires/Remarques
12-WFP-039	Sécurité alimentaire et nutritionnelle	PAM	Croix Rouge du burundi	Organisation non gouvernementale locale.	43,116	30/10/2012	20/05/2012	La confirmation de la contribution CERF a permis d'anticiper le démarrage et les approvisionnements des denrées par le processus d'emprunt régional. Le premier versement des fonds au partenaire est intervenu tardivement suite à la soumission tardive de la facture par ce même partenaire.
12-FAO-024	Agriculture	FAO	ONG international: FH Burundi ONG local: ADIC Cankuzo Partenaires gouvernementaux: DPAE Rutana et DPAE Makamba	Partenaire d'exécution	FH Burundi: 5,350 ADIC Cankuzo: 6,850 DPAE Rutana: 6,285 DPAE Makamba: 7,865	03/09//2012 03/09//2012 03/09//2012 03/09//2012	10/09/2012 12/09/2012 10/09/2012 10/09/2012	L'opération de distribution d'intrants agricoles doit respecter le calendrier agricole. En effet, le financement CERF a permis d'apporter une assistance en intrants pour la mise en place de la saison 2013A qui normalement commence à partir de la première quinzaine de septembre. Cependant, compte tenu du démarrage de la saison suite à l'arrivée tardive des pluies, les activités liées au choix des partenaires et le ciblage des bénéficiaires ont été faites au mois de septembre et l'opération de distribution a eu lieu au mois d'octobre. Malgré que les listes des bénéficiaires aient été déjà disponibles au cours du mois de septembre, nous avons dû attendre l'arrivée effective des pluies afin de pouvoir commencer les distributions, ceci dans le but de pouvoir maximiser les taux de semis.

12-CEF-058	Nutrition	UNICEF	MSPLS (PRONIANUT) Av. De l'hôpital B.P. 337 Tel. 22 27 48 52	Partenaire gouvernement al	85,832 USD	03/09/2012	12/09/2012	L'UNICEF a appuyé à travers le système de paiement direct le Ministère de la santé (PRONIANUT) à organiser les activités de formation des prestataires de sante sur la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère et des agents de santé communautaire sur le dépistage-référence des cas de malnutrition au niveau communautaire (septembre 2012). Ces fonds ont aussi servi à la conduite de l'évaluation nutritionnelle en pleine période de soudure (octobre 2012).
------------	-----------	--------	--	----------------------------------	------------	------------	------------	--

ANNEXE 2: ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS (Par Ordre Alphabétique)

ADIC	Association pour le développement intégré des communautés
BDI	Burundi
BDS	Bureau de District Sanitaire
BPS	Bureau Provincial de Santé
CMAM	Community-based Management of Acute Malnutrition
CRB	Croix Rouge du Burundi
DPAE	Direction provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage
EC	Equivalent en Céréales
EDS	Enquête Démographique de Santé
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FARN	Foyer d'Apprentissage et de Réhabilitation Nutritionnelle
FH	Food for the Hungry
FFP	Food For Peace
FSMS	Food Security Mapping System
HACT	The Harmonized Approach to Cash Transfer
IMC	International Medical Corps
IPC	Integrated Food Security Phase Classification
MINAGRIE	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
MSPLS	Ministère de la Santé Publique et de Lutte contre le SIDA
MUAC	Middle Upper Arm Circumference
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PRONIANUT	Programme National Intégré d'Alimentation et de Nutrition
RPS	Ration de protection des semences
SST	Service de Stabilisation
STA	Service Thérapeutique Ambulatoire
UNICEF	Fond des Nations Unies pour l'Enfance
USAID	United States Agency for International Development
ZME	Zone des Moyens d'Existence